



POUR
OU CONTRE
LA QUESTION EN DÉBAT

—Barack Obama est-il à la hauteur de ses ambitions ?

À l'approche des élections de mi-mandat, le président des États-Unis doit faire face à une opinion publique inquiète, minée par la crise. Si Obama a mené à bien des réformes ambitieuses, son interventionnisme passe mal dans un pays libéral. En atteste l'opposition de ces deux grands intellectuels américains.

PROPOS RECUEILLIS PAR JULIEN CHARNAY

“



Benjamin Barber

enseigne les sciences politiques à l'université du Maryland. Conseiller de Bill Clinton dans les années 1990, il est l'auteur notamment de *Djihad versus McWorld* (Desclée de Brouwer, 1996) et plus récemment de *Comment le capitalisme nous infantilise* (Fayard, 2007).

Oui,
le Président renoue avec Jefferson et Roosevelt.

Il faut resituer l'action d'Obama au vu de l'épouvantable marasme dans lequel George W. Bush a laissé le pays. Sa réforme de la santé, historique, est la consécration d'un travail de deux générations puisque Jimmy Carter et Bill Clinton s'y étaient essayés sans succès. Étant donné la prééminence d'une philosophie néolibérale, l'extension de la couverture santé à près de 40 millions de citoyens jusque-là exclus du système relève du miracle.

D'une façon plus générale, les importantes réformes engagées en politique intérieure (relance de l'économie, régulation du secteur financier) marquent le retour à une tradition intellectuelle favorable à l'intervention du gouvernement dans l'économie. L'idée d'un État œuvrant au bien commun, garant de la primauté de l'intérêt général sur les intérêts particuliers, a d'abord trouvé un écho au XVIII^e siècle chez certains Pères fondateurs tels les philosophes

Samuel Adams, William Penn ou encore Thomas Jefferson. Cette même vision inspira, au XIX^e siècle, Abraham Lincoln, défenseur de l'intégrité de l'Union pendant la guerre de Sécession et fer de lance du combat pour l'abolition de l'esclavage. Elle a aussi inspiré Theodore Roosevelt, qui s'attaqua aux monopoles et à qui l'on doit la création des parcs naturels. Enfin, cette philosophie triomphe au XX^e siècle avec, dans les années 1930, le *New Deal* de Roosevelt puis, dans les années 1960, le projet de « Grande société » de Johnson. En parallèle, une seconde tradition traverse l'histoire américaine. Fondée sur une méfiance à l'égard de l'intervention de l'État et de la démocratie majoritaire, elle est portée par le parti républicain depuis la révolution intellectuelle menée par Ronald Reagan. Obama rompt avec cet héritage. Pour lui, il revient à l'État de pallier les déficiences du marché lorsqu'il est

incapable d'assurer à tous les individus l'accès aux biens élémentaires. De fait, sans le plan de relance adopté il y a deux ans, au cœur de la crise, l'Amérique serait aujourd'hui plongée dans une récession profonde et durable : Obama a permis à l'État de jouer son rôle de stimulateur de l'économie et d'employeur de dernier recours.

Il faut aussi saluer sa réforme visant à encadrer les pratiques de Wall Street et à réguler les crédits à la consommation, une première ! Après tout, sans l'intervention de l'État, la finance aurait pu ne pas survivre à ses propres dérives. En politique étrangère, Barack Obama incarne un nouveau multilatéralisme prenant acte de ce que le monde actuel est placé sous le signe de l'interdépendance. C'est là aussi une rupture fondamentale alors qu'il aurait été plus facile de laisser croire à l'opinion publique que l'Amérique peut continuer sur la voie de l'unilatéralisme. J'aurais certes aimé que le Président accomplisse davantage en matière écologique, et je continue à être critique envers la guerre menée en Afghanistan. Mais l'essentiel est l'accent mis sur la coopération dans un monde où les problèmes ne peuvent se régler qu'à l'échelon global.

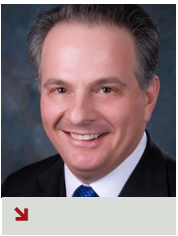
”



← Le 2 novembre prochain, les citoyens américains sont appelés aux urnes pour renouveler l'intégralité des sièges de la Chambre des représentants et un tiers des sièges du Sénat. Un scrutin à haut risque pour Barack Obama.

“ Non,

Barack Obama bafoue notre tradition libérale.



Ken Weinstein

est directeur du think tank Hudson Institute, ancien conseiller du sénateur républicain John McCain et spécialiste de théorie politique et de relations internationales. Dernier ouvrage publié (non traduit) : *The Essential Herman Kahn* (Lexington Books, 2009).

Lors de la campagne de 2008, il s'était posé en rassembleur afin d'arracher le pays à la conflictualité après les huit années de la présidence Bush. Mais à peine élu et malgré la formation d'un gouvernement bipartisan, Obama n'a fait que raviver la division politique du pays. J'en veux pour preuve sa politique économique inspirée en tout point par une philosophie que je qualifierais d'« étatiste ». Beaucoup s'attendaient à le voir s'inscrire dans la lignée de Clinton qui n'avait pas rompu avec l'héritage de Reagan : primat du marché dans l'économie et limitation des dépenses publiques. Mais Obama est venu rompre ce consensus économique élaboré au cours des dernières décennies, par une centralisation des politiques économiques, une fédéralisation de l'assurance-maladie, une remise en cause des réductions d'impôts. Avec son plan de relance, il a cru bon de faire porter à l'État la casquette

d'employeur, engageant des programmes coûteux, alors qu'il aurait été préférable de passer par des crédits d'impôt auprès des acteurs privés, premiers moteurs de la création d'emploi. On sait qu'avec cette forme d'intervention publique directe, les programmes (et donc les dépenses) finissent par s'institutionnaliser au mépris de tout réalisme économique. La réforme de la santé puise à cette même source intellectuelle : la primauté de l'État se manifeste dans l'obligation faite aux individus de se procurer une assurance, qui est un bien privé. Le texte d'Obama pourrait s'exposer à de sérieux problèmes juridiques au regard de la Constitution. Qu'en est-il de la liberté individuelle quand on force les individus à acheter quelque chose ? Une reprise en main politique passera par un retour aux fondamentaux de la politique américaine : la croyance envers le libre marché et l'entrepreneu-

riat, la responsabilité individuelle et l'affirmation des intérêts américains sur la scène internationale. Le mouvement « Tea Party », caricaturé pour des dérapages minoritaires et constitué de patrons de PME qui s'inquiètent des impôts et des déficits, jouera prochainement un rôle central, redéfinissant peut-être le spectre politique. Je serais moins sévère sur la politique étrangère. Obama ne s'écarte pas des fondamentaux : primauté de l'Amérique sur la scène internationale, défense de la démocratie, attitude proactive face aux nouvelles menaces. La guerre en Afghanistan est une priorité et il a fini par faire preuve de fermeté vis-à-vis de l'Iran. Par ailleurs, le camp de Guantanamo n'est toujours pas fermé, ce qui témoigne des difficultés que pose le traitement juridique des terroristes, au-delà des arguments simplistes de la campagne. Toutefois, Obama s'est montré encore trop peu capable de trouver les mots appropriés pour désigner l'ennemi qu'est l'islamisme radical, et n'a pas suffisamment mis l'accent sur la promotion des droits de l'homme, en Chine, en Iran et ailleurs. Je lui ferais aussi le reproche de son manque de concertation avec nos alliés occidentaux.

”